

Séance du 6 décembre 2024 à 15h

à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence
présidée par **Louis Dominici**

Séance n°18 : « *La question syrienne : où en est-on aujourd'hui ?* » par **Fabrice Balanche**

PROGRAMME

Introduction

Louis Dominici, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 15 novembre 2024

Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance

Louis Dominici, Président – ASOM

Présentation de la séance

La question syrienne : où en est-on aujourd'hui ?

Fabrice Balanche, Université Lyon II.

Échanges avec la salle

Présentation de l'auteur et résumé de la séance

Agrégé, docteur de l'Université de Tours et Maître de conférences en géographie à l'Université Lyon 2, Fabrice Balanche est habilité à diriger des recherches depuis 2013. Il a été chercheur invité à la Hoover Institution de l'Université de Stanford (2017-2018), après avoir été chercheur au Washington Institute for Near East Policy (2015-2017), deux institutions dont il est toujours chercheur associé.

Son premier séjour au Moyen-Orient a débuté en 1990. Depuis, il a vécu une dizaine d'années entre la Syrie et le Liban, terrains privilégiés de ses recherches. Boursier (1990-1991), allocataire de Recherche (1996-1998) à l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO), puis Responsable de l'Observatoire Urbain du Proche Orient à l'IFPO (2003 - 2007). Directeur du Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO, UMR 5291) à la Maison de l'Orient (2010 et 2015). Depuis 2017, il est rattaché au laboratoire Environnement, Ville et Société (EVS, UMR 5600) de l'Université de Lyon-Saint Etienne.

Sur le plan institutionnel, il dirige le département de géographie de l'Université Lyon 2 depuis le 1er septembre 2021. Il est membre de droit du conseil de l'UFR Temps et Territoire. Il est membre élu de la commission recherche et du conseil académique de l'Université Lyon 2 depuis novembre 2020.

Enfin, il s'est engagé au sein de diverses ONG depuis le début de la crise syrienne. L'engagement dans l'humanitaire m'a conduit vers MSF (2018), Solidarité (2019-2020) et dernièrement Mines Advisory Group (MAG) pour laquelle il a réalisé une expertise sur la sécurité dans le Nord-Est syrien et la présence d'explosif (2022). Dans le cadre du programme de recherche « La reconstruction du Levant », les ONG constituent des partenaires indispensables.

La question syrienne : où en est-on aujourd'hui ?

Le conflit en Syrie est quasi gelé depuis avril 2020, date de la dernière avancée de l'armée syrienne à Idleb. Les belligérants campent sur leurs positions respectives, qu'il s'agisse des acteurs internationaux (Russie, États-Unis, Turquie, Iran et Israël) ou des acteurs locaux (régime syrien, Forces Démocratiques Syriennes [FDS], le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Sham et autres milices rebelles). Le seul qui ne participe pas à ce *modus vivendi* c'est Daech, qui est retourné dans la clandestinité après la chute de son dernier fief territorial, Baghouz en mars 2019. Cette organisation a recruté une nouvelle génération de combattants, qui multiplie les attaques contre les FDS et l'armée syrienne.

Dans le reste de la Syrie, on constate toujours des échanges de tirs sur les lignes de front et des opérations internes aux différentes zones. Ainsi, à Deraa, l'armée syrienne a repris des quartiers tenus par les ex-rebelles durant l'été 2021 sur le même mode opératoire que lors de la reprise d'Alep ou de la Ghouta. Enfin, il faut ajouter aux conflits intérieurs, les raids de l'aviation israélienne sur les positions iraniennes et du Hezbollah en Syrie. Mais globalement la Syrie connaît depuis plus de quatre ans une paix relative. Il semble que les acteurs internationaux se soient neutralisés et, comme quasiment tous les acteurs locaux leur sont inféodés, un cessez-le-feu s'est *de facto* imposé sur le pays.

Cependant, il s'agit d'une situation en trompe-l'œil, car les buts de guerre des différents acteurs ne sont pas du tout atteints. La Russie et l'Iran veulent que la Syrie retrouve son intégrité territoriale. Les États-Unis s'opposent à l'élargissement du corridor iranien. La Turquie veut une zone de sécurité dans le nord et détruire toute velléité d'autonomie kurde. Quant à Israël, elle estime que sa sécurité est directement menacée par la progression de l'influence iranienne en Syrie. Une extension du conflit actuel entre l'État hébreu et l'Iran dans ce pays est donc à craindre, car c'est par la voie terrestre que transitent les missiles à destination du Hezbollah.